

Marie-Noëlle Lienemann, présidente de l'USH

Le congrès de la refondation et de la fierté Hlm

La présidente de l'USH, a posé les enjeux du congrès : soutenir le modèle pérenne du logement social, construire plus, travailler sur la mutualisation, faire des propositions pour l'acte 3 de la décentralisation.

« J'ai l'intime conviction que nous vivons aujourd'hui un congrès de refondation », a indiqué Marie-Noëlle Lienemann, s'exprimant après Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. En effet, l'ampleur de la crise va bouleverser assez radicalement la donne économique, financière et sociale mais aussi les acteurs. Il faut tenir bon sur notre modèle historique, sur nos valeurs et redéfinir notre action.

Production et financement



Premier sujet abordé par la présidente : la production de logements. Le défi des 150 000 nouveaux logements sociaux suppose des outils nouveaux et des financements. Elle a rappelé l'augmentation substantielle de la part des fonds propres des organismes dans les opérations, depuis une dizaine d'années. « Le modèle sur lequel nous fonctionnions n'était plus viable et il était important que l'État affiche clairement son intention de changer de politique. S'était ajouté le prélèvement supplémentaire, inique et paralysant qui sera supprimé en 2013. Reste le problème pour 2012 et je propose que nous nous mobilisions pour qu'au moins les critères de répartition soient radicalement modifiés. (...) Nous devons rendre notre modèle le moins vulnérable possible à la conjoncture. Notre action doit s'inscrire dans la durée et en cela, le Livret A demeure le pilier majeur du financement du logement social ».

Pour faire baisser le taux des prêts de la Caisse des dépôts, Marie-Noëlle Lienemann estime légitime soit l'apport du boni des fonds d'épargne, soit une diminution de la rémunération des banques qui collectent le Livret A. S'agissant du 1% logement, deuxième pilier du financement, les engagements sur le prêt d'1,5 milliard permettront d'accompagner ces 150 000 logements mais son avenir demeure incertain : « Nous poursuivons notre travail de conviction pour que le 1% soit consolidé et inscrit de façon pérenne dans le paysage du financement français. (...) Heureux d'entendre des engagements sur les aides personnelles, nous avons besoin du doublement des aides à la pierre pour le bouclage des nouveaux logements ». Sur la question de la mutualisation abordée par le Premier ministre, « Tordons le coup à de fausses idées sur l'argent qui dort dans certaines régions sans besoins et le manque de fonds propres dans les zones tendues, a soutenu Marie-Noëlle

Lienemann. Les zones détendues sont moins riches que les zones tendues et ont néanmoins des besoins de logement social et de rénovation thermique. On ferait alors de la redistribution à l'envers, en prenant l'argent des secteurs pauvres pour le donner aux secteurs riches. Notre mot d'ordre est simple : mutualisation, oui, spoliation, non. Mais aucun euro, dans le Mouvement Hlm, ne doit dormir ». Le Comité exécutif de l'USH prépare un mémorandum pour l'État suggérant différentes pistes car « Il vaut mieux prendre en main notre destin que d'attendre que d'autres le prennent à notre place ».

Décentralisation et égalité républicaine

Les collectivités locales sont vitales pour les organismes car elles se sont substituées au désengagement de l'aide à la pierre. Pour le Mouvement Hlm, l'échelon opérationnel est l'agglomération, la communauté de communes, en bref, l'intercommunalité. « Mais notre République ne peut pas se passer d'un État garant de l'égalité des droits et de la péréquation des ressources. Nous avons besoin d'une clarification des compétences et d'une programmation pluriannuelle, avec une mobilisation des acteurs et des péréquations financières à des échelles compatibles avec la redistribution. C'est pourquoi nous proposons une Convention du Mouvement Hlm, sur la nouvelle étape de la décentralisation ».

Missions

S'il est fondamental de défendre l'universalité de la mission des Hlm en refusant qu'ils soient concentrés pour les plus pauvres, la pression de demandeurs de logements en situation très difficile ou dans des hébergements d'urgence, accentue la tentation du « logement d'abord ». « Nous devons ne pas nous laisser enfermer dans cette logique qui fait que nous ne sommes plus capables de répondre à l'ensemble de la demande. Il faut accroître notre production mais une partie de ces populations ne peuvent pas intégrer directement un logement classique sans être accompagnées. L'État doit nous aider financièrement pour le suivi social ».

En conclusion, Marie-Noëlle Lienemann a plaidé pour la relance de l'accession sociale sécurisée dénonçant la disparition du seul outil dédié à cette accession sociale.

« Ce congrès sera celui de la fierté Hlm parce qu'en temps de crise, nos concitoyens redécouvrent l'importance du Mouvement Hlm qui permet à 4,5 millions de ménages d'avoir un logement digne à prix abordable ». ■